

Déclaration du SNUipp/FSU 27 CAPD du jeudi 9 novembre 2017



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD,

Récemment, le président de la République en déplacement en Guyane, a annoncé qu'il n'était pas le Père Noël. Pour le SNUipp/FSU, ce n'est pas un scoop ! Quoique. Sa hotte est bien garnie de cadeaux fiscaux aux plus riches des Français... Pour les fonctionnaires, en revanche, il aurait plutôt pris l'apparence du Père Fouettard. En effet, outre le gel du point d'indice, le retour du jour de carence, la hausse de la CSG pour le moment non compensée, le ministre de l'Action et des Comptes Publics a annoncé le 16 octobre dernier, le report d'un an de l'ensemble des mesures 2018 issues du protocole « Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations ».

Pour le SNUipp/FSU, cette décision est inadmissible.

Si elle devait être mise en oeuvre, elle constituerait une rupture de confiance dans la parole de l'État et augurerait mal d'un dialogue social de qualité. Cela serait un très mauvais signal envoyé aux personnels dont l'engagement au service de l'Etat, des collectivités territoriales et dans les hôpitaux n'est pas à démontrer et constitue une richesse essentielle pour la France, pour chacune et chacun.

Un tel report contribuerait à dégrader de nouveau le pouvoir d'achat des agents, déjà mis à mal par l'annonce d'un nouveau gel de la valeur du point d'indice et remettrait en cause la nécessité de revaloriser les carrières de la Fonction Publique.

Pour le SNUipp/FSU, le protocole « Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations » constitue un premier pas dans l'amélioration des carrières et la reconnaissance des qualifications et de l'investissement des personnels. Alors que leur pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader ces dernières années, les agents de la Fonction Publique ont besoin d'être confortés dans leur rôle et leurs missions. Décider de décaler ce calendrier est une mesure totalement incompromis.

Cette décision, si elle était maintenue, serait non seulement injuste mais également inefficace. En effet, qui peut croire que cette mesure nuirait

au redressement des finances publiques ?

Ceci n'a rien à voir avec une quelconque « jalousie qui paralyse la France ». Les enseignants ne veulent pas devenir milliardaires, ils ne sont pas envieux. Ils ont simplement des pensées bien plus nobles : la réussite de leurs élèves. Ils demandent juste des moyens pour accomplir cette exigeante mission et la reconnaissance morale et matérielle de leur travail. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle de nombreux collègues étaient en grève le 10 octobre dernier et raison pour laquelle le SNUipp/FSU 27 soutient la mobilisation et la participation à la journée d'action du 16 novembre avec le départ symbolique du cortège du collège Pablo Neruda l'un des 2 collèges de l'éducation prioritaire sacrifiés sur l'autel de la rentabilité par le Conseil départemental. Il est fort à parier que le désastre humain d'une telle décision sur la population de ces quartiers, lui, ne sera jamais évalué.

En ce qui concerne l'ordre du jour et la formation, nous nous étonnons que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Des stages ne faisant pas le plein et d'autres au contraire qui laissent sur la touche de nombreux collègues. De plus, certaines questions restent en suspens :

1°) Pourquoi certains collègues ont obtenu plusieurs stages alors que d'autres n'en obtiennent qu'1 et qu'il reste de la place?

2°) Nous constatons que certains collègues dépassent les 24h de formation. Pourquoi?

3°) Certains stages ont disparu. Est-ce par manque de candidats? (pourrions-nous en avoir la liste?)

4°) Nous nous étonnons également que l'un des stages ait lieu ce 9 novembre, jour de la CAPD.

Il est fort dommageable que le groupe de travail pourtant promis lors de la CAPD du 1^{er} décembre dernier n'ait pas eu lieu... C'est là une curieuse conception du dialogue social. Peut-être que les organisations syndicales, au vu de leur expertise du terrain auraient pu apporter des solutions....

Enfin, la tenue du conseil de formation de juin aurait pu permettre d'évoquer plus en profondeur ce plan de formation premier/second degré qui nous avait été présenté rapidement en février. De plus, il avait été convenu que le sujet de la formation initiale y serait évoqué (suivi, visites,

relation avec l'ESPE...). Nous attendons toujours sa tenue...

Pour terminer, il semble que certains reclassements PPCR soient erronés. Il nous paraît primordial qu'une discussion ait lieu autour de ces questions (déroulement et prise en compte des rendez-vous de carrière de cette année, transformation de la note vers l'avis...). Nous vous en avons fait la demande mais celle-ci est restée sans réponse...